

REPUBLIQUE DU NIGER

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES CULTURES IRRIGUEES ET A L'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION ANIMALE

(PACIPA)

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL CLE DU PACIPA

Contexte et justification

L'association Internationale de Développement (IDA) et l'Etat du Niger ont signé le 16 Aout 2024 un accord de financement pour la mise en œuvre du Projet d'Appui au développement des Cultures Irriguées et l'intensification de la Production Animale (PACIPA).

Ce projet s'inscrit dans une approche programmatique de 12 ans (3 phases de 4 ans). Le PACIPA constitue la phase 1 de cette approche et a pour objectif de développement (ODP) d'augmenter la productivité, la commercialisation et la résilience climatique des productions agricoles et d'élevage dans les zones d'intervention du projet.

Placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAG/EL), le projet est structuré autour de cinq composantes : (1) Composante 1 : Renforcement de la capacité de production agricole résiliente, (ii) Composante 2 : Amélioration des marchés de l'agriculture et de l'élevage ; (iii) Composante 3 : Facilitation de l'accès au financement ; (iv) Composante 4 : Coordination du projet et renforcement institutionnel et (v) Composante 5 : Intervention d'Urgence Contingente (CERC).

En stimulant la productivité et la résilience climatique des agriculteurs, le projet contribue à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations nigériennes.

Le présent Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) est élaboré pour le recrutement du personnel ci-après.

A. Coordonnateur national

Sous l'autorité et la supervision du Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, le / la Coordonnateur (trice) National (e) de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) aura pour missions d'organiser, coordonner, superviser, suivre et évaluer l'ensemble des activités du projet.

I. Responsabilités et Tâches

Sans être exhaustif, le / la titulaire du poste assurera les tâches et responsabilités suivantes :

- Définir la programmation technique et budgétaire pluriannuelle et annuelle pour validation par le Comité de Pilotage du projet ;
- Superviser la réalisation des activités programmées, en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre, et suivre l'exécution budgétaire du projet
- Assurer la transparence et la conformité aux procédures de la Banque Mondiale de toute activité fiduciaire (budgétaire, comptable, passation de marchés, etc.) et modalités d'exécution.

- Gérer les relations avec les autorités, la Banque mondiale et les partenaires de mise en œuvre
- Assurer le bon fonctionnement du système de suivi évaluation des projets
- Animer, coordonner et superviser l'équipe technique
- Rendre compte régulièrement de l'exécution du projet au Secrétaire Général du Ministère en charge de l'Agriculture ;
- Exécuter toute autre tâche/activité concourant à la mise en œuvre efficace du projet qui lui sera confiée par la hiérarchie.

II. Qualifications et expériences requises

Le Coordonnateur National doit avoir le profil suivant :

- Être fonctionnaire en activité pendant au moins la première phase du programme ;
- Être titulaire d'un diplôme universitaire minimum BAC+5 ans dans les domaines du développement rural (agronomie, génie rural, agroéconomie zootechnie, pastoralisme, vétérinaire...), économie, administration générale ou tout autre diplôme équivalent reconnu par l'Etat ;
- Expérience professionnelle pertinente d'au moins 10 ans dans les domaines de la production agrosylvopastorale, l'appui au développement de filières Agricoles, la promotion des chaînes de valeur Agricoles, l'irrigation, les infrastructures et équipements ruraux agricoles ;
- Avoir une expérience professionnelle de 5 ans au minimum dans la gestion de projets de développement rural ;
- Avoir une expérience avérée d'au moins 4 ans dans le secteur de développement rural dans un poste de responsabilité dans les administrations publiques nationales et/ou régionales et internationales ;
- Avoir une excellente connaissance des stratégies sectorielles en matière de développement rural ;
- Avoir une bonne maîtrise des principaux logiciels (Word, Excel, Power Point, Internet) et autres outils de communication ;
- Avoir une capacité à rédiger des notes techniques synthétiques, des correspondances administratives et accomplir des tâches dans les délais impartis ;
- Avoir une capacité de communication orale, de négociation, de gestion et d'animation d'équipes ;
- Avoir une capacité à établir de bonnes relations de travail avec le personnel du projet, les partenaires techniques et financiers et les prestataires de services ;
- Avoir une capacité à travailler sous pression et en équipe ;
- Être motivé, intègre et vêtu de probité.
- Être disponible immédiatement ;
- Être fonctionnaire en activité pendant au moins la première phase du programme ;
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées ;
- La connaissance de la zone d'intervention du projet est un atout ;
- L'expérience dans le développement de services financiers et la connaissance des procédures de bailleurs bilatéraux et multilatéraux constituent des atouts ;

B. Responsable suivi-évaluation

Sous l'autorité du Coordonnateur du projet, le Responsable du Suivi-Evaluation aura pour mission, de mettre en œuvre le système de suivi - évaluation du projet conformément aux

dispositions de l'accord de prêt, des lois et règlements en vigueur au Niger et du manuel de procédures du projet.

I. Responsabilités et Tâches

Il sera chargé, notamment de :

- Collecte de Données : Assurer la collecte régulière et précise des données sur les activités du projet à partir des sites de mise en œuvre.
- Analyse des Données : Analyser les données collectées pour évaluer les performances du projet par rapport aux indicateurs définis.
- Rapports : Préparer des rapports périodiques sur l'état d'avancement du projet, en mettant en évidence les réalisations, les défis et les recommandations.
- Suivi des Indicateurs : Suivre les indicateurs de performance du projet, en veillant à ce que les objectifs soient atteints dans les délais impartis.
- Évaluation de l'Impact : Conduire des évaluations périodiques de l'impact des interventions du projet sur les bénéficiaires.
- Coordination : collaborer avec les équipes techniques pour s'assurer que les activités sont exécutées conformément aux plans et aux objectifs du projet.
- Formation et sensibilisation : Former et sensibiliser les partenaires de mise en œuvre et les bénéficiaires sur l'importance du suivi-évaluation.
- Amélioration continue : Identifier les leçons apprises et les meilleures pratiques pour améliorer les processus et les performances du projet.
- Gestion des Bases de Données : Maintenir des bases de données complètes et à jour pour faciliter le suivi et l'évaluation des activités du projet.
- Conformité : Veiller à ce que toutes les activités de suivi-évaluation soient conformes aux normes et aux procédures de la Banque Mondiale et du projet.
- Exécuter toute autre tâche/activité concourant à la mise en œuvre efficace du projet qui lui sera confiée par la hiérarchie.
- Analyser de manière rigoureuse les données collectées (comparaison de données avec des données de base ou des normes prédéfinies, ainsi que des évaluations qualitatives des résultats ;
- Rédiger les rapports périodiques sur les activités de terrain en prenant soin de souligner les écarts observés entre les prévisions et les réalisations, et proposer à la direction du projet les mesures correctives qui s'imposent ;
- Elaborer une base de données et mettre en place un système de conservation et de diffusion des documents et rapports du Projet ;
- Préparer et participer aux missions de supervision, d'évaluation et de capitalisation du projet ;
- Analyser en collaboration avec le contrôleur interne les rapports de missions de supervision et d'évaluation, suivre l'exécution des recommandations formulées et rendre compte régulièrement au Coordonnateur du projet ;
- Avoir une capacité à travailler sous pression et en équipe ;
- Mettre en œuvre toutes autres tâches que pourrait lui confier le Coordonnateur du Projet dans le cadre de son mandat.

II. Qualifications et expériences requises

- Être fonctionnaire en activité pendant au moins la première phase du programme ;
- Avoir au minimum un niveau de Baccalauréat + 5 ans en statistiques, planification

- Des connaissances en économie rurale, gestion des projets constituent un atout ;
- Disposer de cinq (5) ans d'expérience dans le domaine du suivi-évaluation des programmes et projets de développement rural ou dans une institution ayant des procédures similaires ;
- Connaissance des techniques de collecte, d'analyse et de traitement des données socio-économiques ;
- Familiarité avec les logiciels statistiques et de suivi-évaluation (Comme SPSS, Stata, R, etc.).
- Expérience en Système d'Information Géographique (SIG), webmapping ou autre système ;
- Avoir une capacité de communication orale, de négociation, de gestion et d'animation d'équipes ;
- Être disponible immédiatement
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées ;
- La connaissance de la zone d'intervention du projet est un atout.

C. Responsable Administratif et Financier

I. Responsabilités et Tâches

Sous l'autorité administrative du coordonnateur national, le Responsable Administratif et Financier est chargé de la mise en œuvre, la supervision et le contrôle de toutes les activités du projet sur le plan administratif, financier et comptable.

A ce titre il assure :

- le respect dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet, des dispositions de l'accord de financement, de la lettre à l'Emprunteur, des règles et procédures du bailleur, du manuel de procédures administratives, financières et comptables du projet, du manuel d'opérations, du PTBA, du plan de passation des marchés, du Code des Marchés Publics et du Code du Travail en vigueur au Niger ;
- le contrôle interne des opérations financières et comptables du projet, la préparation des rapports relevant de la gestion administrative, financière et comptable ;
- la bonne gouvernance du programme par la conception et la mise en œuvre rigoureuse des outils de gestion administrative, financière et comptable fiables ;
- la gestion des ressources humaines et des matériels en collaboration avec le coordonnateur ;
- la mise à disposition du projet des biens et services dont il a besoin pour son fonctionnement normal.
- Assurer la planification et la réalisation de toutes les actions administratives, budgétaires, financières et comptables du projet conformément aux principes et à la réglementation en vigueur ;
- Assurer l'appropriation et la mise en œuvre du manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable par tout le personnel du projet ;
- Mettre en place un contrôle interne fiable et rigoureux sur les opérations financières ;
- Assurer l'administration des biens et la gestion du personnel en collaboration avec le coordonnateur national;
- Contribuer à la préparation du PTBA et du plan de passation des marchés en étroite collaboration avec les autres responsables techniques de l'UGP ;
- Suivre l'exécution financière du PTBA et du plan de passation des marchés ;

- Assurer la mise en place, l'administration et la supervision du système comptable du projet, notamment : (i) la mise en place d'un système informatisé de comptabilité générale, analytique et budgétaire adapté au projet, (ii) l'enregistrement des opérations financières, (iii) l'élaboration des rapports financiers périodiques et des états financiers annuels, (iv) le suivi des indicateurs comptables et financiers, (v) l'appui technique et méthodologique aux comptables du projet ;
- Préparer et présenter la situation comptable détaillée de l'UGP ;
- Préparer et suivre les états de paiement et de décaissement des Fonds et mobiliser les ressources financières nécessaires à l'exécution du projet par la soumission régulière des demandes de réapprovisionnement et le suivi des contributions des bénéficiaires ;
- Veiller à la création et la mise à jour d'un répertoire des fournisseurs, des entreprises et des consultants en utilisant les procédures de présélection requises, garantissant la transparence et la compétition entre les postulants ;
- Suivre l'exécution des contrats de services et des marchés en collaboration avec le RPM ;
- Organiser les commissions de réception des fournitures, travaux et prestations, et s'assurer que ces biens et services reçus sont conformes aux spécifications des marchés ;
- Préparer les plans de trésorerie mensuels et des listes de dépense servant à l'approvisionnement des comptes des opérations ;
- Préparer les Demandes de Remboursement des Fonds (DRF) mensuelles de justification des avances ;
- Mettre en place et assurer la mise à jour du système de scannage et d'archivage de toutes les pièces comptables au sein de l'UGP incluant celles nécessaires à la revue à posteriori des auditeurs et des missions de supervision ;
- Préparer et participer aux missions d'audit du projet
- Consolider les rapports financiers des URGP
- Assurer l'exécution de toute autre tâche relevant de sa compétence que le Coordonnateur du Projet pourra lui confier.

II. Qualifications et expériences requises

Les qualifications et expériences requises sont :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau minimum BAC plus 5 ans en sciences comptables, audit et gestion, comptabilité, finances, contrôle des comptes, droit, économie, administration publique, passation des marchés, commerce, ingénierie financière ou équivalent ;
- Justifier d'au moins 05 (cinq) ans d'expériences pertinentes à des postes similaires (gestion financière et comptable administration et finances, passation des marchés) occupés dans les entreprises, les projets de développement, administration publique ou ONG internationales ;
- Justifier d'expériences référencées en matière d'analyse financière et ou de supervision de la gestion financière des projets ;
- Avoir une bonne maîtrise des procédures financières, en comptabilité, en système d'organisation, en contrôle interne et en audit dans le cadre de la gestion de projet de développement ;

- Avoir une parfaite maîtrise des logiciels courants de gestion comptable et financière de projets et de l'outil informatique et bureautique ;
- Avoir une bonne maîtrise des procédures et règlements en vigueur au Niger dans le domaine financier, passation des marchés, comptable et gestion du personnel ainsi que des règles de l'OHADA ;
- La familiarité avec les projets financés par les bailleurs multilatéraux serait un atout ;
- La familiarité avec le logiciel TOMPRO ou TOM²PRO sera un atout ;
- Avoir une capacité de communication orale, de négociation, de gestion et d'animation d'équipes ;
- Avoir une capacité à établir de bonnes relations de travail avec le personnel du projet, les partenaires techniques et financiers et les prestataires de services;
- Avoir une capacité à travailler sous pression et en équipe;
- Avoir un sens élevé de l'intégrité, des valeurs morales, de la discrétion, de la confidentialité et une bonne connaissance des enjeux liés à la gouvernance et à la lutte contre la corruption;
- Être disponible immédiatement ;
- Être apte à assurer au moins la première phase du programme;
- Les candidats de nationalité nigérienne sont vivement encouragés à postuler ;
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.
- La connaissance de la zone d'intervention du projet est un atout ;

D. Responsable en sauvegardes sociales

I. Responsabilités et tâches

Sous l'autorité du Coordinateur National du PACIPA, le ou la Spécialiste en Sauvegardes sociales du Projet a pour mission principale de garantir la prise en compte des enjeux sociaux dans les actions du Projet conformément aux procédures en vigueur de la Banque Mondiale.

Le ou la spécialiste en Sauvegardes sociales est chargé de l'exécution des tâches détaillées ci-dessous :

- Opérationnaliser le MGP,
- Assurer le suivi du traitement des plaintes, la compilation des données dans les rapports trimestriels.
- Organiser au niveau de la coordination des sessions de traitement et gestion des plaintes sensibles (non compris les VBG/EAS/SH)
- Assurer la revue, la mise à jour et la diffusion du Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES) et du Plan de participation des parties prenantes du projet en conformité avec les exigences du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque Mondiale et des politiques de gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux du Niger ;
- Participer à la préparation des fiches de sélection environnementale et sociale pour le screening social des sous projets ;
- Préparer s'il y a lieu les TDR requis de toutes les études sociales (PAR, PSR, évaluation sociale) ;
- Participer au processus de recrutement de consultants compétents pour la réalisation des instruments de sauvegardes sociales ;

- Faire la revue qualité et conformité des instruments de sauvegardes avant soumission à la Banque mondiale ;
- Assister le Coordonnateur dans la mise en œuvre du plan d'Engagement Environnemental et Social, du plan de Mobilisation des parties prenantes ; la procédure de gestion de la main d'œuvre ;
- Coordonner la mise en œuvre des mesures sociales et la gestion des risques sociaux du projet ;
- En partenariat avec l'environnementaliste du projet, collaborer avec le Bureau National d'Evaluation Environnementale (BNEE) et les autres acteurs dans l'élaboration des guides environnementaux et sociaux pertinents et participer au screening environnemental et social des activités inscrites dans le plan de travail annuel ;
- Fournir des conseils et superviser le travail quotidien des entreprises et prestataires en évaluation dans les activités de sauvegarde social en mettant l'accent sur le genre, la gestion de la main d'œuvre, l'engagement des citoyens, les systèmes de gestion des plaintes, etc.;
- S'assurer que les aspects sociaux fassent partie intégrante du processus de réception provisoire ou définitive des travaux;
- Assurer (i) que les DAO des travaux incluent des clauses environnementales et sociales appropriées et que les tableaux des devis quantitatifs estimatifs contiennent les lignes nécessaire pour budgétiser les aspects sociaux ; et (ii) que les TDR/Contrats des cabinets de contrôle incluent la supervision des clauses sociales ;
- Travailler en collaboration avec le Spécialiste en passation de marchés pour s'assurer que les études environnementales sociales requises sont intégrées dans le plan de passation de marchés (intégration d'un critère environnemental de notation dans la grille d'analyse et d'évaluation des offres) ;
- Mettre en place les programmes de formation en gestion des risques sociaux pour la coordination du projet et les autres partenaires de terrain du projet ;
- Promouvoir la participation des parties prenantes et l'engagement citoyen, y compris les groupes vulnérables dans toutes les activités ;
- Organiser un dispositif de gestion de l'information afin de produire les rapports de suivi des mesures de sauvegarde dans le domaine social et assurer la documentation et l'archivage de l'ensemble des activités liées aux mesures de sauvegardes sociales, ainsi que le reporting;
- Faciliter le processus d'alimentation et d'actualisation des données sur les aspects de sauvegardes ;
- Prendre part aux missions de supervision avec la Banque mondiale et préparer les rapports périodiques sur les performances des sauvegardes sociales ;
- Exécuter toutes tâches à lui confiées par le Coordonnateur national du projet et qui sont en relation avec les tâches définies dans ses TDR.

II. Qualifications et expériences requises

Les qualifications et expériences requises sont :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire en sociologie, anthropologie, science politique, géographie, planification, sciences sociales, agronomie, développement rural, socio-économie ou dans un domaine connexe ou toute autre discipline assimilée du niveau Bac +5 ;

- Avoir au moins 5 années d'expérience pratique et pertinente dans la préparation et la mise en œuvre et le suivi des mesures de sauvegardes sociales, la réinstallation volontaire de populations, l'acquisition des terres, et les compensations;
- Avoir une expérience en matière de renforcement des capacités, la participation communautaire, l'engagement des citoyens et le genre;
- Justifier d'une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine du développement social, de préférence en rapport avec les projets financés par l'IDA ou tout autre bailleur multilatéral ;
- Maitriser les législations nigériennes et les conventions internationales relatives à la protection sociale ;
- Avoir des connaissances sur la problématique du déplacement des populations et la gestion/prévention des crises et catastrophes;
- Avoir une connaissance pratique des politiques de sauvegardes sociales et des normes environnementales et sociales de la Banque Mondiale ou institutions assimilées ;
- Avoir une bonne capacité de synthèse et de rédaction de rapports;
- Avoir une connaissance informatique des logiciels courants (Word, Excel, Power Point, Email et autres outils de communication).
- Avoir des aptitudes à travailler en équipe;
- Être motivé, intègre et vêtu de probité ;
- Être disponible immédiatement ;
- Être apte à assurer au moins la première phase du programme;
- Les candidats de nationalité nigérienne sont vivement encouragés à postuler ;
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.
- La connaissance de la zone d'intervention du projet est un atout ;

E. Responsable en sauvegardes environnementales

I. Responsabilités et tâches

Sous l'autorité du Coordinateur National du PACIPA, le ou la Spécialiste en Sauvegarde Environnementale du Projet a, en collaboration avec les autres spécialistes en sauvegarde du Projet, est chargé d'assurer la fonction Environnementale du projet. Il aura, à cet effet, pour mission principale de garantir la prise en compte des enjeux environnementaux dans les actions du Projet afin de promouvoir le développement durable, et cela conformément aux procédures en vigueur au Niger et de la Banque Mondiale.

Le ou la spécialiste en Sauvegardes Environnementales est chargé de l'exécution des tâches détaillées ci-dessous :

- Coordonner la mise en œuvre du Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES), du PGIPP et des aspects Environnementaux contenus dans les autres instruments de sauvegarde du projet, en conformité avec les NES pertinentes.
- Veiller à ce que la procédure environnementale et sociale du projet soit pleinement respectée tout au long de la mise en œuvre du projet ;
- Analyser les activités et sous-projets de chaque composante pour apprécier la nécessité ou non de la conduite d'un screening environnemental et social en conformité avec les exigences et les orientations du cadre de gestion environnementale du projet

- Conduire ou veiller, en collaboration avec les autres spécialistes en sauvegarde de l'UGP, à la réalisation du screening environnemental et social de toutes les activités assujetties en vue de leur catégorisation environnementale ;
- Préparer les Termes de références pour la réalisation des études environnementale et sociales des activités du projet assujetties sur la base des résultats du screening environnemental et social
- Suivre et évaluer la mise en œuvre globale des documents de sauvegarde environnementale publiés ;
- Assurer la collaboration axée sur les questions environnementales avec les Institutions Nationales notamment le BNEE, la Direction Générale de la Protection de Végétaux (DGPV), l'inspection du travail et les Organisations de la société civile œuvrant dans le domaine ;
- Tenir compte de manière proactive l'agenda environnemental dans la mise en œuvre des activités du projet ;
- Appuyer techniquement et capitaliser les expériences dans son domaine de compétence et faire le lien avec les autres domaines du projet ;
- Contribuer à la préparation des termes de référence, des dossiers techniques et financiers, des dossiers de consultation, d'appel d'offres et contrats de marché de service, fournitures et travaux en prenant en compte les aspects de sauvegarde environnementale ;
- Contribuer à l'établissement des conventions si cela est nécessaire avec les structures des services publics et les organisations représentatives des producteurs, au niveau national et déconcentré, dans son domaine d'expertise ;
- Suivre, contrôler et évaluer les contrats des fournisseurs et prestataires de service avec les services techniques en lien avec les aspects de sauvegarde environnementale ;
- Appuyer le processus d'amélioration permanente des solutions dans son domaine de compétence, notamment en participant aux dispositifs de production et de gestion des connaissances (groupes d'échanges de connaissances) ;
- Participer aux missions de terrains et contribuer à l'élaboration des rapports des missions d'appui et de supervision.
- Préparer en collaboration avec les autres spécialistes et communiquer régulièrement les rapports périodiques de suivi de la performance environnementale, sociale, sanitaire et sécuritaire (ESSS) du Projet conformément au PEES ;
- Assurer avec les autres spécialistes en sauvegardes du projet la notification de tout incident/accident ainsi qu'au suivi des mesures correctives conformément au PEES ;
- Veiller en collaboration avec les spécialistes en sauvegardes, a la préparation, et la mise en œuvre des Etudes d'impact EIES/NIES et leur Plan de Gestion E&S correspondant à la partie du projet pour laquelle le PGES est nécessaire, conformément aux NES pertinentes ;
- Veiller, en collaboration avec les autres spécialistes en sauvegardes et le spécialiste en passation des marchés, a l'intégration des mesures E&S dans les DAO
- Veiller à ce que les fournisseurs/prestataires adoptent et mettent en œuvre le Plan de gestion environnementale et sociale (PGES) et/ou préparent le PGES Entreprise spécifiques à l'activité ;

- Contribuer à la préparation du Plan de Gestion de Sécurité (PGS) et sa mise en œuvre
- Veiller en collaboration avec les autres spécialistes en sauvegarde de l'UGP, au renforcement de capacité du personnel de l'UGP et des Unités régionales, les parties prenantes, les communautés, les travailleurs du Projet sur (i) les procédures environnementales et sociales du Projet, les normes E&S pertinentes pour le projet, (ii) l'évaluation des risques et impacts environnementaux et sociaux, (iii) le suivi et la surveillance environnementale et sociale, le rapportage, (iv) le suivi et préparation du PGES, et toute autres thématiques pertinentes en lien avec la gestion environnementale et sociale du projet.
- Concevoir les outils, initier et coordonner la collecte des données de suivi des mesures de sauvegardes environnementales et leur intégration dans le logiciel de suivi et évaluation ;
- Assurer la diffusion adéquate des documents de sauvegarde environnementale (CGES, PMPP, PGMO, PGES, PEES, etc.) aux acteurs impliqués dans la mise en œuvre des projets dès son démarrage ;
- Participer à l'élaboration des Plans de Travail et de Budget Annuels (PTBA), des Plans de Travail Trimestriels des sous projets et différentes activités en y intégrant les mesures environnementales et définir les besoins en études et/ou audits nécessaires pour un bon suivi environnemental ;
- Assurer la coordination avec les services du Ministère en charge de l'environnement aux niveaux national et délocalisé pour le suivi de la mise en œuvre des mesures d'atténuation préconisées dans les documents de sauvegarde ;
- Collaborer avec les Experts en VBG/EAS/HS et de Développement Social ainsi que de Suivi-Evaluation pour la production d'un rapport mensuel sur les plaintes reçues et traitées, à envoyer à la Banque mondiale,
- Assurer toute autres taches en lien avec son domaine de compétence qui lui sera confiée par le Coordonnateur.

II. Qualifications et expériences requises

- Être titulaire d'au moins un diplôme de niveau Bac + 5 en Gestion des Ressources Naturelles, Eaux et Forêts, Géographe, Agronome, Gestion de l'Environnement, en contrôle et gestion de la qualité ou tout autre diplôme équivalent.
- Avoir une expérience professionnelle générale d'au moins cinq (5) ans dans la gestion et le suivi environnemental des projets de développement ;
- Avoir conduit ou participé à la réalisation et/ou la mise en œuvre d'au moins une étude d'impacts environnementales et sociales (EIES/PGES) de projets du secteur agricole
- Avoir une bonne connaissance du cadre environnementale et sociale de la Banque mondiale ou un partenaire au développement telle que la BAD, la BOAD;
- Justifier d'une bonne connaissance du cadre politique, réglementaire et législatif en matière de gestion environnementale et sociale et des ressources naturelles au Niger;
- Avoir une expérience dans la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales de projets financés par la Banque mondiale ou par un partenaire au développement telle que la BAD, la BOAD, serait un atout significatif.
- Avoir une expérience en vérification de la conformité environnementale ;
- Avoir une parfaite maîtrise de la langue française (surtout sur le plan rédactionnel) ;

- Avoir une aptitude en communication, une forte capacité d'analyse, de synthèse, de rédaction et d'une bonne connaissance de l'outil informatique ;
- Être disponible immédiatement ;
- Être apte à assurer au moins la première phase du programme ;
- Les candidats de nationalité nigérienne sont vivement encouragés à postuler ;
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.
- La connaissance de la zone d'intervention du projet est un atout ;
- Être apte à travailler en équipe multidisciplinaire et sous pression.

F. Responsable en passation de marchés

I. Responsabilités et Tâches

Sous la supervision du Coordonnateur National, et en étroite collaboration avec l'Equipe de l'Unité de Gestion du Programme (UGP), le (la) Spécialiste en Passation des Marchés (SPM) aura pour missions principales :

- La mise en place de la fonction de passation des marchés au niveau du Programme
- L'instauration des instruments de base de la passation de marchés dans le respect strict des procédures de la Banque mondiale (manuel des opérations, directives et documents de gestion des marchés conformes aux exigences du manuel d'exécution du Programme) ;
- La mise en place des outils de gestion des marchés adaptés aux besoins du Programme dont le plan annuel de passation des marchés et sa mise à jour périodiquement ;
- La Supervision de la formation sur les procédures de passation de marchés ;
- Le Développement des mécanismes de suivi de l'exécution des contrats, des procédures et pratiques nécessaires à l'intégrité du système de passation des marchés dont le système de classement.
- Sera responsable de la mise en place d'un système de gestion de la passation des marchés comprenant (i) la planification des opérations de passation des marchés, (ii) le suivi de l'avancement, (iii) l'analyse des écarts entre les réalisations et le plan de passation des marchés.
- Sera responsable de la qualité de l'ensemble du processus d'acquisition et plus précisément :
 - o Fera le suivi auprès des services techniques bénéficiaires de l'acquisition ou de l'unité de Gestion du Programme de la préparation et la finalisation des termes de référence (TDR), pour les acquisitions de service de consultants, et des spécifications techniques des biens et travaux ;
 - o Assurera le contrôle qualité des dossiers d'appel d'offres, et des demandes de propositions (suivant les modèles fournis par la Banque mondiale) préparés par les unités techniques devant être soumis à la non-objection de la Banque mondiale,
 - o Procédera au lancement des appels d'offres (le cas échéant aux avis à manifestation d'intérêt ou présélection), selon les modes convenus dans les accords de financement ;
 - o Veillera à la bonne gestion des appels d'offres en cours ;
 - o Participera aux séances publiques d'ouverture des plis pour fournir des conseils et assurer le contrôle qualité des rapports d'ouverture des offres et propositions reçues, préparés par les unités techniques ;
 - o Assurera le contrôle qualité des rapports d'ouverture de plis et d'évaluation des offres/propositions à signer conjointement par les autres membres désignés de ces commissions ;

- Assistera les unités techniques dans la préparation des contrats, après l'obtention des avis de non-objection si c'est requis, et veiller à leurs signatures par les personnes habilitées à le faire ;
 - Mettra en place une base de données fournisseurs, et développera des statistiques de gestion qui permettront à la Banque mondiale de mesurer le niveau de performance de l'équipe chargée de la passation des marchés.
 - Veillera au traitement des plaintes relatives au processus de passation des marchés sur STEP.
- Il sera également chargé de planifier, préparer et coordonner le calendrier d'acquisition des services de consultants, de biens et travaux pour le Programme ;
 - Il sera responsable de l'établissement de tous les rapports d'activités prescrits par les manuels de procédures et d'exécution de l'unité de coordination du Programme en ce qui concerne le volet passation de marchés, mais également de tout autre rapport lié à la passation de marchés que la Banque mondiale pourrait demander dans le cadre de l'exécution du Programme ;
 - Il sera responsable de mettre en place un système de classement des dossiers de passation des marchés qui inclura pour chaque marché tous les documents y relatifs comprenant les documents relatifs aux paiements, en vue de permettre toute revue a posteriori de la Banque mondiale ou audit externe de passation des marchés ;
 - Il assurera régulièrement l'introduction des dossiers de passation de marchés dans STEP ;
 - Contribuer au processus d'amélioration permanente des solutions pour les aspects passation des marchés et fournir des inputs pour les manuels correspondants ;
 - Exécuter toutes tâches à lui confiées par le Coordonnateur de l'UGP Programme en relation avec les tâches définies dans ses TDR.

Dans sa mission au sein de l'équipe, le (la) SPM apportera un conseil utile à tous les membres de l'équipe dans :

- La phase d'ouverture des plis, d'évaluation des offres/propositions et de proposition d'attribution du marché ;
- L'assistance aux réponses aux demandes de clarification des soumissionnaires ;
- La réponse aux commentaires de la Banque mondiale ;
- Les propositions de solution alternative lorsqu'un problème de passation des marchés ne peut être résolu à l'interne ;
- L'examen de toute correspondance arrivée ou départ concernant la passation des marchés soumise à son appréciation afin de s'assurer que le courrier a reçu le traitement adéquat dans le parfait respect des règles ;
- L'interprétation des clauses du contrat en cas de différend pendant l'exécution du contrat.

Afin d'éviter les situations potentielles de conflit d'intérêt qui pourraient ne pas lui permettre de donner un avis objectif dans le seul intérêt du client, le (la) SPM :

- Ne sera pas membre de la Commission d'Evaluation, ni de la Commission des Marchés auxquelles il/elle apporte un conseil utile pour le respect des règles ; il/elle pourrait cependant appuyer le secrétaire de la Commission des Marchés ;
- Ne devra pas participer aux opérations d'exécution du marché notamment (i) les réceptions de qualité ou de quantité et (ii) le paiement ; il/elle apportera un éclairage en cas de contentieux dans l'interprétation des clauses du contrat ; et
- Ne devra pas être dans une position de gestionnaire comptable de matières.

II. Qualifications et expériences requises

Le Spécialiste en passation des marchés publics doit disposer de :

- Un diplôme supérieur en Ingénierie, Administration publique, Droit commercial ou Gestion (minimum Bac+4 ou Master) ou tout diplôme équivalent ;
- Excellente connaissance des procédures de passation des marchés en général et des règles de procédures de passation des marchés des banques multilatérales de développement : Banque Mondiale et Banque Africaine de Développement ;
- Expérience Professionnelle de 5 ans minimum dont au moins 3 ans dans le domaine de la passation des marchés en qualité de spécialiste en passation des marchés pour des Programmes financés ou cofinancés par la Banque mondiale ou des institutions ayant des procédures similaires de passation des marchés ;
- Bonne connaissance du français ainsi qu'une bonne aptitude pour la communication et le travail en équipe ;
- Bonne capacité de résolution des problèmes liés à la passation des marchés publics ;
- Une connaissance informatique de logiciels courants (Word, Excel, Power Point, Email et autres outils de communication ;
- Être disponible immédiatement ;
- Être apte à assurer au moins la première phase du programme ;
- Être motivé, intègre et vêtu de probité ;
- Les candidats de nationalité nigérienne sont vivement encouragés à postuler ;
- Les candidatures féminines qualifiées sont fortement encouragées.
- La connaissance de la zone d'intervention du projet est un atout ;
- Une bonne connaissance de STEP et de SIGMAP constituera un atout.

Composition des dossiers pour tous les postes

Le dossier de candidature sera composé de :

- Un formulaire à remplir et signer par le candidat téléchargeable sur le site : www.agriculture.gouv.ne ou à retirer auprès du Secrétariat général du ministère de l'Agriculture et de l'élevage ;
- Une demande manuscrite timbrée adressée à Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- Un curriculum vitae détaillé à jour comportant pour chaque expérience, l'ensemble des références permettant de vérifier l'exactitude des informations et précisant les nom et prénom et adresses du candidat ;
- Une lettre de motivation ;
- Un casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois ;
- Une copie légalisée d'extrait d'acte de naissance, un jugement supplétif ou toute autre pièce d'état civil en tenant lieu ;
- Une copie légalisée du certificat de nationalité ;
- Un certificat médical d'aptitude à la fonction délivré par un médecin agréé datant de moins de trois (3) mois ;
- Les copies légalisées des certificats et attestations de travail délivrées par les anciens employeurs ;
- Une attestation de service régulier délivrée par les services compétents (pour le Coordonnateur et le responsable suivi-évaluation),
- Les copies légalisées des diplômes et attestations de formation continue en lien avec le poste ;

Tout dossier ne comportant pas une des pièces fondamentales (curriculum vitae détaillé et signé, casier judiciaire datant de moins de 3 mois, copie légalisée du certificat de nationalité, copies légalisées des certificats et attestations de travail, attestation de service régulier

délivrée par les services compétents, copies légalisées des diplômes et attestations de formation), illisible ou surchargé sera rejeté.

Un candidat ne pourra postuler pour plus de trois (3) postes.

Seuls (es) les candidats/es présélectionnés (es) seront contactés (es). Les dossiers de candidature ne seront pas retournés.

Lieu de travail

Les Postes sont basés à Niamey avec des déplacements dans la zone d'intervention du projet.

Procédures de sélection

Un comité de sélection mis en place par le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage conduira le processus de sélection des candidatures suivant deux (2) étapes :

- Examen des dossiers de candidature : une liste de dix (10) candidats au maximum sera retenue par poste ;
- Test écrit et entretien pour les candidats présélectionnés : les trois meilleurs candidats sont proposés par poste.

Pour les postes à nommer (Coordonnateur national et Responsable suivi-évaluation), les candidats retenus signeront un contrat de performance d'une année. Au terme de cette période, et après évaluation satisfaisante des performances du Coordonnateur par le Secrétaire Général, le contrat de performance sera renouvelé pour la durée de mise en œuvre du Programme.

Le candidat retenu bénéficiera des avantages conformément aux dispositions du manuel de procédures du projet et aux textes en vigueur au Niger.

Pour les autres postes, la sélection se fera par la méthode de Sélection de Consultant Individuel (CI), conformément aux dispositions de passation des marchés contenues dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de la Banque mondiale adopté en juillet 2016 et révisé en novembre 2017, en Août 2018 et en septembre 2023.

Lieu de dépôt des dossiers

Les dossiers de candidatures doivent être déposés au Secrétariat Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage sous plis fermé portant les nom, prénom et adresse du candidat, la mention du poste à pourvoir ou envoyés par courriel à l'adresse : recrutementpacipamagel@gmail.com au plus tard le **31/10/ 2024 à 16 heures** pour les postes de Coordonnateur national et du Responsable suivi-évaluation et le **05/11/2024 à 16 heures** pour les autres postes .

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mail ci-dessus indiquée du lundi au jeudi de 8 heures à 17 heures et le vendredi de 8 heures à 13 heures.

LE SECRETAIRE GENERAL

BACHIR OUSSEINI

